

No. 47963*

**Upper Volta
and
Niger**

Protocol of Agreement between the Republic of Niger and the Republic of Upper Volta. Niamey, 23 June 1964

Entry into force: *23 June 1964 by signature*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Burkina Faso, 7 October 2010*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Haute-Volta
et
Niger**

Protocole d'accord entre la République du Niger et la République de Haute Volta. Niamey, 23 juin 1964

Entrée en vigueur : *23 juin 1964 par signature*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Burkina Faso, 7 octobre 2010*

** Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT - TEXTE FRANÇAIS]

P R O T O C O L E D ' A C C O R D

A Niamey, les 22 et 23 juin 1964, s'est tenue une réunion, entre une délégation de la République de Haute-Volta conduite par M. SALAMBERE SIBIRI, Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, et une délégation de la République du Niger conduite par M. MOUDDOUR ZAKARA, Ministre des Affaires Sahariennes et Nomades, des Postes et Télécommunications.

Les deux délégations, après avoir étudié les différents problèmes administratifs qui se posent dans les circonscriptions frontalières du fait notamment de l'absence de toute matérialisation sur le terrain des frontières théoriques entre les deux Etats et dans le souci de préserver et de renforcer les sentiments fraternels qui ont toujours présidé aux rapports des deux Républiques, ont arrêté les décisions suivantes :

1 - Délimitation des frontières.

D'accord parties il a été convenu de considérer comme documents de base pour la détermination de la frontière, l'arrêté général 2336 du 31 août 1927, précisé par son erratum 2602 APA du 5 octobre 1927 et la carte au 1/200.000ème de l'Institut Géographique National de Paris.

Une Commission paritaire de dix membres maximum, qui comprendra nécessairement les chefs des circonscriptions administratives intéressées, entreprendra les travaux de matérialisation dès la mi-novembre 1964 en commençant par les points litigieux, notamment la frontière Téra-Dori.

Les dépenses de matériel afférentes à cette opération seront supportées par les deux Etats.

2 - Mouvement de populations.

Pourvu qu'ils soient munis des pièces d'identité réglementaires de leur Etat, les nationaux (au sens du Code de la nationalité de l'Etat intéressé) des parties contractantes circulent librement de part et d'autre de la frontière.

Tout national de l'une des parties contractantes peut rentrer sur le territoire de l'autre, y voyager, y établir sa résidence, dans le lieu de son choix et en sortir sans être astreint à un visa ou autorisation quelconque de séjour.

Cependant les transhumants nationaux d'un Etat se rendant dans l'autre Etat, devront être munis d'un titre de transhumance mentionnant la composition de la famille et le nombre des animaux.

Les deux parties contractantes se communiqueront tous documents concernant la transhumance, en particulier les itinéraires empruntés et les calendriers des déplacements.

Tout voltaïque se rendant en pèlerinage à La Mecque par voie terrestre et transitant par le territoire de la République du Niger est tenu de présenter aux autorités administratives de cet Etat une autorisation spéciale du Gouvernement de Haute-Volta. Dans le cas contraire l'intéressé sera refoulé et signalé aux autorités voltaïques.

3 - Problème des terres et maintien des droits d'usage de part et d'autre de la frontière.

Les droits d'usage des terres seront maintenus au statu quo jusqu'à la matérialisation de la frontière et cesseront dès après la signature du procès-verbal de délimitation.

4 - Coopération entre autorités frontalières pour le maintien de l'ordre et de la sécurité.

Les autorités administratives frontalières prendront d'un commun accord toutes les dispositions requises pour le maintien de l'ordre public et de la sécurité.

Les forces de sécurité de l'une des parties contractantes ne feront aucune incursion en territoire voisin sans autorisation expresse préalable de l'autorité responsable.

Les parties contractantes régleront par la rencontre de délégués ou par échange de notes les différends frontaliers éventuels.

Les forces de sécurité des parties contractantes coopéreront dans la recherche des individus coupables de crime ou de délit, dans la lutte contre les pillages et par la communication mutuelle de renseignements.

5 - Contacts entre les chefs de circonscriptions frontalières pour le règlement des litiges.

Sur des questions d'intérêt local, les chefs des circonscriptions frontalières sont autorisés :

1°) à correspondre directement entre eux à charge d'en rendre compte expressément aux autorités supérieures ;

2°) à se rencontrer tous les trois mois et chaque fois que les circonstances l'exigeront. Les réunions auront lieu alternativement aux chefs-lieux des circonscriptions administratives frontalières.

6 - Recensement et perception d'impôts.

Les sédentaires nationaux de l'un ou de l'autre Etat seront recensés dans leur lieu de résidence après un an de séjour. Ce recensement n'a qu'un caractère fiscal et n'entraîne aucune conséquence sur la nationalité.

Le recensement des nomades est subordonné à l'accord préalable des autorités administratives intéressées. L'absence de suite est considérée comme acceptation tacite trois mois après notification de l'avis de mutation.

Sont sédentaires ceux qui ont leur foyer fixe, quelle que soit leur activité sociale.

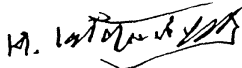
Sont nomades ceux dont le foyer est mobile et dont la principale occupation est l'élevage.

Les autorités locales de chaque État doivent s'efforcer de percevoir les impôts de leurs nationaux nomades sur leur propre territoire, à la faveur des mouvements de transhumance. En cas d'impossibilité, les autorités administratives du lieu de résidence prêtent leur concours au percepteur muni d'un titre attestant de sa qualité et d'un titre de perception détaillé.

Le présent Protocole d'Accord qui est immédiatement applicable annule et remplace toutes dispositions antérieures qui lui sont contraires.

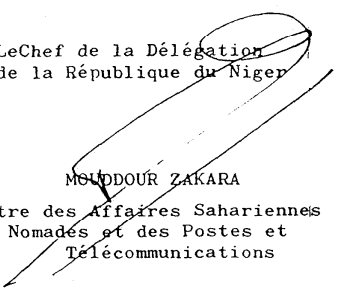
Fait à Niamey, le 23 juin 1964

Le Chef de la Délégation
de la République de HAUTE-VOLTA



SALAMBERE SIBIRI
Ministre de l'Intérieur
et de la Sécurité

Le Chef de la Délégation
de la République du Niger



MOUDDOUR ZAKARA

Ministre des Affaires Sahariennes
et Nomades et des Postes et
Télécommunications

[TRANSLATION – TRADUCTION]

PROTOCOL OF AGREEMENT

On 22 and 23 June 1964, a meeting took place in Niamey between a delegation of the Republic of Upper Volta, led by Mr. SALAMBERE SIBIRI, Minister of the Interior and Security, and a delegation of the Republic of Niger, led by Mr. MOUDDOUR ZAKARA, Minister of Saharan and Nomadic Affairs, Post and Telecommunications.

After studying the various administrative problems in frontier districts caused notably by the absence of any physical demarcation of the theoretical frontiers between the two States and desiring to preserve and strengthen the fraternal feelings that have always characterized relations between the two Republics, the two delegations took the following decisions:

1. Demarcation of borders

By common accord of the Parties, it was agreed to take General Decree 2336 of 31 August 1927, amended by erratum 2602 APA of 5 October 1927, and the 1:200,000 map of the National Geographic Institute in Paris as the basic documents for determining the frontier.

A joint commission comprising no more than ten members, including necessarily the heads of the administrative districts concerned, shall commence demarcation works in mid-November 1964, starting with the disputed points on the frontier, particularly the Téra-Dori frontier.

Equipment costs relating to this operation shall be defrayed by both States.

2. Transit

Provided that they bear their State's official identity documents, nationals (in the sense of the Nationality Code of the State concerned) of the Contracting Parties shall move freely on either side of the frontier.

Any national of one of the Contracting Parties may enter the territory of the other Contracting Party, travel there and establish residence there, in a place of his or her choosing, and depart from that territory without being required to have a visa or any form of residence permit.

However, nationals of one State moving livestock to pastures in the other State must be in possession of a transhumance certificate indicating the composition of the family and the number of animals.

The Contracting Parties shall share with each other all documents relating to transhumance, especially the routes taken and displacement schedules.

Any national of Upper Volta on an overland pilgrimage to Mecca and passing through territory of the Republic of Niger shall be required to show the administrative authorities of the Republic of Niger a special authorization from the Government of Upper Volta. Otherwise the person concerned shall be turned back and reported to the authorities of Upper Volta.

3. The land problem and maintenance of land use rights on both sides of the frontier

The status quo in respect of land use rights shall be maintained until the frontier has been demarcated and shall cease as soon as the minutes of demarcation have been signed.

4. Cooperation between frontier authorities to maintain order and security

The administrative authorities at the frontier shall by common accord adopt all necessary measures to maintain public order and security.

The security forces of one of the Contracting Parties shall not enter the neighboring territory without prior express authorization of the authority in charge.

The Contracting Parties shall resolve any disputes that may arise through a meeting of delegations or by an exchange of notes.

The security forces of the Contracting Parties shall cooperate in searches for individuals who have committed crimes or offences, in combating pillaging, and by sharing information.

5. Contacts between the heads of border districts to settle disputes

With regard to local concerns, the heads of border districts shall be authorized to:

(i) Communicate directly with one another subject to rendering express account to their higher authorities;

(ii) Meet every three months and whenever circumstances so require. The venue of the meetings shall alternate between the capitals of the administrative districts on the frontier.

6. Census and tax collection

A census shall be taken in their place of residence of settlers who are nationals of either State after one year's residence. That census shall be for taxation purposes only and shall not have any effect on nationality.

Any census of nomads shall be subject to the prior consent of the administrative authorities concerned. Inaction shall be regarded as tacit acceptance three months after notification of the notice of transfer.

"Settlers" means persons who have a fixed abode, regardless of their social activity.

"Nomads" means persons whose place of abode changes and whose chief occupation is livestock breeding.

The local authorities of each State shall endeavor to collect taxes from their nomadic nationals on their own territory, in accordance with transhumance schedules. Where that is not possible, the administrative authorities in their place of residence shall lend assistance to a tax collector in possession of a certificate attesting his function and a detailed writ of collection.

This Protocol of Agreement, which shall take effect immediately, annuls and replaces all previous provisions opposed to it.

DONE at Niamey, on 23 June 1964.

For the Head of the Delegation of the Republic of Upper Volta:

SALAMBERE SIBIRI
Minister of the Interior and Security

For the Head of the Delegation of the Republic of Niger:
MOUDDOUR ZAKARA
Minister of Saharan and Nomadic Affairs, Post and Telecommunications